



Germanica

25 | 1999

Écritures de l'unification allemande

« Développer une culture du dialogue » Une interview de Günter Wallraff

Propos recueillis, le 28 mars 1999

Anne-Marie Corbin-Schuffels

Traducteur : Anne-Marie Corbin-Schuffels



Édition électronique

URL : <http://journals.openedition.org/germanica/2351>

DOI : 10.4000/germanica.2351

ISSN : 2107-0784

Éditeur

Université de Lille

Édition imprimée

Date de publication : 30 décembre 1999

Pagination : 145-153

ISBN : 9782913857018

ISSN : 0984-2632

Référence électronique

Anne-Marie Corbin-Schuffels, « « Développer une culture du dialogue »
Une interview de Günter Wallraff », *Germanica* [En ligne], 25 | 1999, mis en ligne le 30 janvier 2014,
consulté le 06 octobre 2020. URL : <http://journals.openedition.org/germanica/2351> ; DOI : <https://doi.org/10.4000/germanica.2351>

Ce document a été généré automatiquement le 6 octobre 2020.

© Tous droits réservés

« Développer une culture du dialogue »

Une interview de Günter Wallraff¹

Propos recueillis, le 28 mars 1999

Anne-Marie Corbin-Schuffels

Traduction : Anne-Marie Corbin-Schuffels

Nous allons bientôt fêter le dixième anniversaire de la chute du Mur et dans un an celui de l'unification allemande. Depuis cette époque, les choses ont dû évoluer ?

Oui, certaines choses ont changé. Des petites choses sont en voie de normalisation. Mais, par ailleurs, la fracture s'est accentuée de manière apparemment insurmontable.

Je reviens d'une série de lectures organisées par le DGB (Confédération des syndicats allemands, Deutscher Gewerkschaftsbund) dans des petites villes de Saxe. J'ai constaté chez les jeunes une plus grande habitude des contacts avec le monde extérieur et l'apparition d'une confiance en eux toute nouvelle. Mais, c'est souvent en tête à tête que les gens reconnaissent combien ils apprécient les possibilités de voyages qui s'offrent à eux et le sentiment généralisé de plus grande liberté. Cela passe même par les avantages financiers et matériels, les retraites, sans parler de l'ouverture d'esprit ou de la possibilité de s'exprimer librement sans craindre d'être dénoncé. Certes, les fonctionnaires affichent officiellement une attitude très dure parce qu'ils sont au PDS et ne relèvent que les aspects négatifs. Mais si l'on discute avec eux en privé et qu'on leur demande de peser sincèrement les avantages et les inconvénients, ils avouent alors du bout des lèvres qu'ils ne désireraient pour rien au monde un retour au passé.

Serait-ce alors un bilan plutôt positif ?

J'ai volontairement commencé par insister sur l'aspect positif de la situation. Mais, il existe aussi l'autre côté. Dans le cadre des cours que je donne à Hambourg, j'ai mené, pendant des années, avec des étudiants une enquête sur l'entreprise Barkas à Karl Marx Stadt-Chemnitz. J'avais obtenu l'autorisation peu avant la chute du Mur et j'ai

commencé peu après. Notre étude – qui s'intitulait « Warten auf VW » (En attendant VW) puisque c'est Volkswagen qui a repris l'entreprise – portait sur les licenciements et les démêlés avec la Treuhand (société fiduciaire chargée des privatisations dans l'ex-RDA). On sentait nettement émerger une angoisse nouvelle : que les critiques émises en tête à tête soient répétées et que leur auteur se voit inscrit sur la liste noire et ne puisse retrouver d'emploi.

L'autre face de la réalité, ce sont aussi des structures détruites prématurément sans réelle nécessité. Ou encore ce que nous disent la plupart des gens dans toutes les couches de la population et toutes tendances politiques confondues : que les Allemands de l'Ouest avec lesquels ils ont été en contact les traitaient de haut, se comportaient en occupants, sans même, au bout du compte, se révéler vraiment compétents. À Rostock, par exemple, on aurait pu sauver le chantier naval si les responsables à qui on l'a confié avaient eu quelque expérience en la matière.

Ils ont le sentiment de s'être fait avoir et la fracture se creuse. On leur a vendu des tas d'objets inutiles et hors de prix, des assurances dont ils n'avaient pas besoin. On leur a amené des épaves de voitures dont on ne pouvait se débarrasser à l'Ouest. On leur a imposé des dirigeants d'entreprise médiocres ou qui avaient perdu leur emploi.

En voici un exemple. Un ami, qui faisait partie d'une association d'étudiants progressistes dans les années soixante, s'est retrouvé à un poste de direction à la Treuhand. Il me racontait qu'il pensait au début ne pas pouvoir continuer à assumer ses responsabilités. À l'Ouest, il aurait disposé de deux ou trois semaines pour faire une expertise et monter l'affaire. Là-bas, on attendait de lui qu'il prenne des décisions quasiment immédiates malgré les milliers d'emplois qui en dépendaient et les sommes qui étaient en jeu. Il s'est plaint longtemps, puis s'est adapté, car il percevait un gros salaire. Cela était totalement injustifié, sans parler des dessous de table et des pots-de-vin. Des sommes colossales, des milliards, ont été engagés aux dépens de l'Est.

Et comment tout cela a-t-il été perçu à l'Est ?

Ceci explique l'amertume, l'immense déception et la colère ressenties face à ce processus d'annexion et de liquidation de la RDA. Lors de notre étude sur l'entreprise Barkas, les étudiants et moi nous demandions quand il y aurait un retour à la normale. Le directeur d'un département de la Treuhand, « Treugarant », nous a répondu que tout irait mieux le jour où les Allemands de l'Ouest et de l'Est se marieraient entre eux. Une affaire de quelques générations !

Et si l'on ajoute que bien des gens en activité sont partis à l'Ouest parce que de meilleures possibilités s'offraient à eux... Même dans les secteurs où, nous les Turcs, nous nous trouvions tout en bas de l'échelle, ce sont maintenant des Allemands de l'Est qui sont employés pour des salaires de misère. Berlin, la nouvelle capitale, est reconstruite par de véritables esclavagistes et des entreprises florissantes qui ne déclarent qu'une partie de leurs employés et les lèsent de leurs droits, comme aux débuts du capitalisme. La façade monumentale du nouveau quartier gouvernemental témoigne également du caractère profondément inhumain de toute la ville. Une société qui renonce à défendre les droits des citoyens ou à protéger ses minorités ne peut que saper ses fondements.

Ne peut-on pas considérer tout cela comme de simples accidents de parcours ?

Je dirais qu'à l'époque de la campagne électorale où Kohl claironnait ses promesses, il croyait vraiment que personne ne se porterait plus mal et que cela irait mieux pour

beaucoup. Il a un côté visionnaire pour être ainsi parvenu à imposer l'euro à contre-courant du populisme. Ce n'est pas comme Schröder qui commence par faire ce que les Konzerns lui demandent, puis écoute la voix du peuple. Kohl, lui, y croyait. Seulement, il aurait dû par la suite reconnaître ses erreurs. Lafontaine s'y connaissait mieux en économie, il y voyait plus clair, et avec autant de sincérité qu'on peut en attendre d'un homme politique démocrate, il a dit la vérité en prenant le contre-pied des attentes. Il a affirmé que tout prendrait davantage de temps. Alors qu'il essayait de freiner le processus d'annexion, la majorité des Allemands de l'Est l'a pris à la gorge et une atmosphère haineuse s'est développée à son encontre.

De toute façon, à l'Est, la population ne désirait ni une nouvelle constitution, ni même des amendements. Ce qu'ils voulaient, c'était le deutschemark, une monnaie solide. Ce n'est pas pour cela que les mouvements de citoyens (Bürgerbewegungen) s'étaient battus. C'est pourquoi ils se sont, en dernier ressort, fait balayer et absorber. Les Allemands de l'Est croyaient aux mirages des publicités télévisées de l'Ouest. Ils ne saisissaient pas que tout cela n'était accessible qu'à une minorité, que les autres se condamnaient, leur vie durant, à rembourser des crédits.

Êtes-vous en contact avec d'anciens dissidents ?

Je suis ami de Jürgen Fuchs, un homme sincère et incorruptible. Le combat qu'il livrait en RDA l'a conduit en prison où il n'a fait aucune compromission. Cette attitude fondamentale l'a façonné et il continue sur la même ligne comme il l'a bien prouvé quand il était dans le conseil de la Gauck-Behörde. Elle a fini par devenir un colosse bureaucratique dont tout le monde utilisait le dispositif à ses propres fins pour acculer ses ennemis politiques et assouvir ses haines personnelles. Certes, les règles de la démocratie étaient préservées, mais que de vies détruites !

Cela n'était pas l'objectif de la Gauck-Behörde, mais il n'empêche qu'elle était bien trop faible pour s'opposer au déferlement d'avocats et de puissants représentants de la presse, décidés à éliminer leurs adversaires et à faire sensation. C'est, entre autres, ce qui a amené Jürgen Fuchs à se retirer et à publier sur toute l'histoire un roman critique, Magdalena, qui rappelle beaucoup Kafka et se situe entre la documentation et sa transposition littéraire. J'ai également des contacts sporadiques avec Biermann. Cependant, nos opinions divergent sur bien des points.

Sinon, mes contacts avec la RDA ? Je connaissais bien Becker et l'appréciais sur le plan humain. Landolf Scherzer aussi. Mais je connais surtout beaucoup de gens qui ne sont pas célèbres.

Jürgen Fuchs est justement quelqu'un qui prône l'ouverture des dossiers de la Stasi.

Il dit, en effet, qu'on ne peut absolument pas les ignorer si l'on veut effectuer un travail de retour sur le passé et ne pas reproduire les expériences de l'après-guerre. Aujourd'hui encore, les Américains gardent sous clé des dossiers sur l'époque du III^e Reich. S'il y avait eu à l'époque des forces plaidant pour leur ouverture, nous aurions vécu dans un tout autre État. La démocratie s'y serait mieux développée et à un rythme plus rapide. C'est pourquoi je suis absolument d'accord avec Jürgen Fuchs, a fortiori pour tous ceux qui sont immédiatement concernés.

D'ailleurs, on a essayé, pour des raisons politiques, de me coller sur le dos une histoire avec la Stasi à une époque où on n'avait pas encore trouvé les dossiers. Au cours d'une campagne montée de toutes pièces, Klaus Mertes – rédacteur en chef de la télévision bavaroise – et une certaine presse s'étaient focalisés sur moi et m'ont poursuivi pendant des années. Mertes s'est même déguisé en néo-nazi, espérant se

faire photographeur en ma compagnie à Düsseldorf. Mais, un collaborateur du Bundesnachrichtendienst (Service de protection de la constitution, BND) m'ayant vendu l'information pour 3 000 deutschemarks, on l'a démasqué et je lui ai tiré sa fausse moustache pendant qu'on filmait la scène. Il était terriblement vexé.

Donc, Mertes et Nouhys – collaborateur de Super, un journal qui dépasse même Bild en ignominie – complotaient pour me dénoncer comme collaborateur de la Stasi parce que j'avais travaillé sur des archives de la RDA entre 1968 et 1971. Ils m'ont même attribué un Prix d'État (Staatspreis) de l'Union soviétique, de la Bulgarie et de la RDA alors que je n'en ai jamais reçu aucun. Il est vrai que la Bulgarie devait me remettre un prix culturel. Ils y ont renoncé quand je leur ai répondu que je l'acceptais à condition de pouvoir soutenir la minorité turque opprimée à laquelle je l'aurais remis officiellement.

En tout cas, ils ont monté une campagne monstre. Et heureusement, leur seul témoin, c'était un pauvre diable, ancien collaborateur de la Stasi, qui avait lui-même fait de la prison parce qu'il voulait passer à l'Ouest. Ils lui avaient promis un emploi à vie et lui ont ainsi arraché ce qu'il a raconté sans même me connaître. Il a ensuite avoué devant le tribunal qu'il n'y avait rien de vrai là-dedans, et j'ai gagné mon procès.

Et puis, heureusement pour moi, il y a quelques années, les dossiers sont apparus. Je suis vraiment heureux que ces dossiers n'aient pas été détruits. Sinon, en achetant des gens, on aurait pu à cause de ce travail de trois ans dans des archives de la RDA me mettre n'importe quoi sur le dos. Je dois dire qu'à part quelques erreurs d'appréciation, leur tonalité d'ensemble était assez juste. L'essentiel de ces neuf pages...

Ce n'est pas beaucoup...

Oui, c'est vrai, mais ils ont conservé le dossier parce qu'ils me considéraient comme un ennemi et la Hauptabteilung Aufklärung a édité quelque chose pour le contre-espionnage (Abwehr) qui s'occupa ensuite de moi parce que mon ami Wolf Biermann s'était installé chez moi en 1976 et que j'étais à l'origine d'actions de solidarité avec lui. Pour Wolf, j'étais une figure-clé et je ne me suis, d'ailleurs, pas contenté de lui procurer des contacts avec des journaux – à la fois le Stern et le Spiegel – ou des éditeurs. C'est pourquoi la Stasi s'est intéressée à moi, a retrouvé la trace des contacts que j'avais eu pendant trois ans en RDA et a transmis le dossier à l'Abwehr. Tout d'abord, ils estimaient, à juste titre, que je n'étais pas sur des positions marxistes, mais plutôt influencé par le travail social catholique – ce qui est ridicule. Mais aussi, ils m'accusaient de tendances anarchistes, un qualificatif qu'ils utilisaient pour toute critique de gauche de la RDA, ce qu'on retrouve aussi dans le dossier de Jürgen Fuchs. Une certaine presse – Burda, Focus – a utilisé cela contre moi. Ils ont surtout relevé une phrase rédigée par un rédacteur culturel du Ostseezeitung qui était bien obligé de faire ses rapports pour continuer à aller à l'Ouest. Il n'était pas à la Stasi et ne dénonçait personne, mais, malgré notre entente sur l'antifascisme, je lui disais souvent que, si je vivais en RDA, je me retrouverais en prison ou bien interné dans un asile psychiatrique. Et cet ami a écrit : « Malgré des divergences d'opinions, il se rapproche de notre point de vue et Wallraff est pour nous un allié de valeur ». Burda et Focus se sont jetés sur cette phrase et ont dit que la Stasi me considérait comme une « allié de valeur ». Mais ils ont passé sous silence le fait que le dossier se terminait sur la phrase suivante : « En fin de compte, il nous faut conclure que Wallraff travaille pour les services secrets occidentaux bien que son travail contre

l'exploitation, contre la protection de la constitution et ses actions en Grèce et au Portugal soit en contradiction avec cette optique ».

Vous devez souvent vous retrouver entre les fronts ?

Oui, aujourd'hui encore, dans l'affaire entre les Turcs et les Kurdes. La presse turque me considère comme un ami des Kurdes, quelqu'un qui ne perd pas une occasion de critiquer la Turquie. Et l'organe du dirigeant kurde Öcalan me présente comme un agent de la Turquie. C'est une position peu confortable parce qu'on ne peut s'appuyer sur personne. Mais c'est une bonne chose pour ne pas courber l'échine.

Il en allait de même jadis pour mon action en Grèce. Röhl, l'ancien éditeur de Konkret, m'avait demandé pourquoi je m'engageais ainsi unilatéralement en Grèce et n'entreprenais pas une action de ce genre à Moscou. J'avais alors répondu qu'une action de ce genre y aurait été sans effet, car on m'aurait ramené immédiatement au prochain aéroport. Mais si j'avais été citoyen de la RDA et si j'avais vécu l'invasion de la Tchécoslovaquie, j'aurais sans doute entrepris une action de ce genre en RDA. Quant à mes recherches sur l'armement chimique, je continue à trouver que cela n'avait rien d'infamant. Si j'avais eu la possibilité de travailler sur les archives de la CIA, je les aurais aussi utilisées.

Nous nous sommes mis à discuter de ce sujet parce que je me suis brusquement retrouvé impliqué avec la Stasi et que j'ai eu beaucoup de chance que ces dossiers aient fait surface, car je ne m'en serais pas sorti ainsi en leur absence.

Oui, le dossier de Fink, par exemple, a disparu.

Il a eu un destin tragique. C'est un homme qui analysait les structures nationalistes des associations de juristes. Et on l'accuse maintenant d'espionnage ! J'ai éprouvé moi-même comment on peut se retrouver acculé au suicide quand se manifeste une telle volonté de vous détruire. Il ne s'agit pas du public, qui perce à jour ces manigances, mais d'une certaine presse et de leurs avocats, qui affirmaient que j'avais collaboré avec la Stasi sous le nom de code « Walkyrie » ou « Wagner ». Mais ce dernier correspondait à mon dossier opérationnel (Operativer Vorgang) et j'étais donc une victime de la Stasi.

N'est-il pas possible que certains dossiers aient été détruits sciemment et d'autres introduits délibérément ?

Oh oui, les services secrets peuvent bien s'en servir pour compromettre des témoins gênants. De nouveaux documents apparaissent. J'ai, à nouveau, été impliqué récemment par le Spiegel qui continuait à me soupçonner d'espionnage pour le compte de la Stasi entre 1968 et 1971. Et pourtant, une déclaration sur l'honneur de la Gauck-Behörde reconnaît que je n'ai rien à me reprocher et confirme que mon nom n'apparaît pas dans les nouveaux dossiers. Mais le Spiegel n'a pas démenti ces accusations.

Quand verra-t-on l'ouverture des archives du Bundesnachrichtendienst (BND) ? C'est un service bien plus efficace, qui n'a pas non plus hésité à s'immiscer dans la vie privée. Comme pour Brandt. Ils ont aussi mis mon téléphone sous écoute, ce pourquoi il leur fallait trouver un prétexte. Ainsi, en 1969, comme ils ne trouvaient pas de possibilité légale de le faire, ils ont monté quelque chose de toutes pièces. Le BND a prétendu que, selon des informations non confirmées, je soutenais des terroristes et anarchistes espagnols et que je leur procurais des explosifs. Or, je n'étais jamais allé en Espagne et en tant que pacifiste, je ne donnerais pas les moindres munitions à qui que ce soit. Des années après, avec l'aide d'Helmut Schmidt, j'ai obtenu par la

chancellerie que ces dossiers soient détruits parce qu'il s'agissait de faux. Tout cela pour dire que les services secrets sont toujours à l'œuvre et que l'on aimerait bien les voir ouvrir leurs dossiers. Je ne mets pas pour autant le BND sur le même plan que la Stasi, car les ramifications de son réseau étaient bien plus denses en RDA et que la surveillance de la sphère privée y demeure inégalée, des maris dénonçant leur femme, des enfants leurs parents. Et ceux qu'elle cataloguait comme ennemis, étaient mis à l'écart, sur le plan professionnel aussi. Elle allait jusqu'à interdire à des jeunes de poursuivre leurs études. Chez nous, il y bien eu les interdictions professionnelles, mais elles ne touchaient qu'un groupe bien déterminé, et ce phénomène n'a pas eu la même ampleur qu'en RDA. Je m'élève de la même manière contre toute assimilation entre le régime nazi et la RDA, ou entre la Stasi et la Gestapo parce que cela procède d'une minimisation de crimes contre l'humanité.

En 1990, vous avez évoqué la peur d'une grande Allemagne, nationaliste et trop sûre d'elle-même.

Au début, le nationalisme exacerbé était vraiment problématique. C'est le moment où l'on a vu émerger ces groupes de jeunes. Souvent des activistes de l'Ouest, du NPD ou pire encore, s'en sont mêlés. Quand les gens n'ont plus rien dont ils puissent être fiers, ils se raccrochent à quelque chose de supérieur, d'irrationnel comme le drapeau ou le nationalisme. Pendant toute une période, c'était affolant. Entre-temps, cela s'est réduit sauf dans les cercles vraiment nationalistes où cela marche encore.

Et la situation dans les nouveaux Länder en particulier ?

L'éducation rigide y a fait de profonds ravages. Je suis assez d'accord avec un psychologue de l'ex-RDA qui rend responsable du racisme anti-étrangers le fait de mettre les enfants sur leur pot pendant des heures à la crèche pour leur apprendre la propreté. Il s'y ajoute l'obligation de se soumettre à une opinion unique, cette institution précoce du consensus qui prend la place de l'individualisme et ne prône ni la discussion, ni le courage civil. Ce psychologue explique ainsi la disposition à la violence que l'on rencontre chez les jeunes. Ce ne sont pas seulement les chômeurs qui mettent le feu aux poudres, mais bien souvent des gens qui ont du travail, qui font leur apprentissage et qui ont besoin de se trouver un soutien dans le groupe, comme c'était le cas auparavant chez les Pionniers.

Il faut cependant ajouter que la violence est moins forte dans les nouveaux Länder qu'à l'Ouest. Il y a moins de viols, de meurtres, moins d'enfants maltraités par exemple. Mais ce psychologue estime qu'il faut faire quelque chose pour prendre le mal à la racine et pour qu'il n'y ait plus chaque jour des étrangers qui soient pourchassés et battus à mort – cela ne se produit pas qu'à Guben.

Cette violence vis-à-vis des étrangers n'était-elle pas déjà présente en RDA ?

La RDA était une société hermétiquement fermée. Sur le papier et dans sa rhétorique, elle affirmait son internationalisme, mais ne le mettait guère en pratique à l'intérieur du pays. Les travailleurs sous contrat du Vietnam, de l'Angola, du Mozambique vivaient très isolés. Même les soldats soviétiques, les « amis », étaient, en fin de compte, de pauvres diables. Il y avait des rencontres entre officiers, mais pas au niveau de la population. C'est ainsi que l'on peut s'expliquer le racisme anti-turc en RDA, un racisme anti-étrangers bien plus développé qu'à l'Ouest. Il y a eu des enquêtes à ce sujet qui montrent que, pour les étrangers, le risque d'être attaqué, voire assassiné, était 25 fois plus élevé à l'Est. L'animosité déployée à l'égard des Turcs y était quatre à cinq fois pire, justement là où il n'étaient guère représentés. À

Kreuzberg, en revanche, où les gens se connaissent et se côtoient en dépit des problèmes, le racisme est à son niveau le plus bas. Comme dans toute relation de voisinage, ils savent faire la différence entre ceux qu'il faut apprécier et ceux qui n'en valent pas la peine.

Il faudrait, je crois, que les gens voyagent davantage, mais pas dans le cadre de vacances organisées où ils restent entre eux sur la plage, dans des hôtels identiques. Un gros titre du Bild suggérait très sérieusement, sur une proposition d'un député de la CDU, je crois, que l'Allemagne puisse racheter Majorque à l'Espagne pour que nous nous y retrouvions enfin entre Allemands.

Je m'exprime en tant qu'Allemand de l'Ouest. À l'Est, cela passe souvent pour de l'arrogance, pour de l'ingérence de la part d'un « Wessi ». Mais il est nécessaire d'insister.

Quels sont pour vous les points les plus importants dans vos déclarations sur les relations Est-Ouest ?

Apprendre à se connaître, ne pas se contenter de ceux dont on se sent proche, mais discuter. Développer une culture du dialogue sans mettre entre parenthèses les sujets épineux, ni se comporter en « Besser-Wessi ». Ceux qui, à l'Est, veulent évoluer peuvent nous apprendre beaucoup de choses positives pour créer une communauté humaine solidaire. Ils prennent encore le temps de se rendre visite et n'ont pas un agenda bourré de rendez-vous. La qualité humaine y est plus répandue qu'ici.

Il faut aussi dépasser la rigidité des fronts. Fort heureusement, le schéma droite/gauche n'a plus cours. Mais le clivage entre riches et pauvres s'est accentué. À l'avenir, il s'y ajoutera celui entre les jeunes et les vieux. Mais il faut tenter de dépasser ces clivages lors des discussions. Je suis souvent invité à des manifestations et ne peux participer qu'au dixième d'entre elles. Pour moi, il est plus intéressant de discuter dans une région où je ne réponds pas aux attentes, mais où je ne me heurte pas à un blocage systématique. C'est quelque chose de nouveau, surtout dans les petites localités du Mecklembourg. Plus important encore, ce serait de prendre la parole dans des écoles. Mais, avant tout, il faut commencer par effectuer un travail sur soi-même.

NOTES

1. Günter Wallraff est connu en tant que journaliste d'investigation. Ses reportages les plus célèbres sont celui sur le Bild-Zeitung, traduit en français sous le titre *Le Journaliste indésirable*, et surtout celui où il raconte son expérience d'ouvrier « turc », *Tête de Turc*.